

## Les études de communautés en milieu francophone urbain minoritaire : les cas de Saint-Jean et de Fredericton

Greg Allain

Number 16, Fall 2003

Les enjeux de la francophonie en milieu urbain

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1005217ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1005217ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa

### ISSN

1183-2487 (print)

1710-1158 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Allain, G. (2003). Les études de communautés en milieu francophone urbain minoritaire : les cas de Saint-Jean et de Fredericton. *Francophonies d'Amérique*, (16), 45–65. <https://doi.org/10.7202/1005217ar>

# LES ÉTUDES DE COMMUNAUTÉS EN MILIEU FRANCOPHONE URBAIN MINORITAIRE : LES CAS DE SAINT-JEAN ET DE FREDERICTON

Greg Allain  
Université de Moncton

Il existe un certain nombre d'analyses sociologiques de la société acadienne : on trouvera une périodisation de ces lectures et une comparaison de leur contenu dans Allain, McKee-Allain et Thériault (1993)<sup>1</sup>. Les études de communautés acadiennes sont plus rares, et les travaux comparatifs le sont encore plus, en Acadie comme ailleurs. Nous voulons ici tenter de commencer à combler ces lacunes. Avant d'aborder la comparaison de nos deux études de cas dans des communautés francophones minoritaires urbaines au Nouveau-Brunswick, il convient de les situer dans le contexte plus large des recherches sur les communautés, en sociologie.

## *La tradition des recherches sociologiques sur les communautés*

Les études de communautés représentent une longue et riche tradition en sociologie, sans compter la production imposante sur le sujet dans les disciplines connexes que sont l'ethnologie et l'anthropologie. Il faut se rappeler que le concept de communauté fut l'une des idées-maîtresses de la sociologie naissante au XIX<sup>e</sup> siècle (Nisbet, 1966)<sup>2</sup>. Que ce soit Marx, Durkheim ou Weber, tous les « pères » de la discipline en ont fait un élément clé de leur pensée. Mais c'est le sociologue allemand Ferdinand Tönnies qui allait donner l'élan à toute une tradition de recherche, par suite de la publication de son livre célèbre en 1887, où il oppose la *Gemeinschaft* (communauté) à la *Gesellschaft* (société)<sup>3</sup>, la première se caractérisant par des relations chaleureuses entre membres d'un petit groupe qui partagent une culture et une appartenance commune, alors que la seconde donne lieu à des relations plus froides, impersonnelles, contractuelles, entre gens vivant dans des ensembles sociaux plus vastes, dans un contexte de modernité et d'urbanité.

Les études de communautés débutent en fait autour du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, dans le contexte du capitalisme libéral qui s'imposait comme nouveau système économique (Dion, 1998). Les États-Unis emboîtent le pas au XX<sup>e</sup> siècle, avec les travaux notamment de Robert Park et de l'École de Chicago dans les années 1920 et 1930 (Stein, 1960). Parmi les autres recherches devenues par la suite classiques, mentionnons les deux livres consacrés à « Middletown » (la petite ville de Muncie, Indiana) par Robert et Helen Lynd (1929, 1937), et le vaste chantier de recherche inauguré en 1930 par W. Lloyd

Warner et ses collègues sur la petite ville de Newburyport, Massachusetts, qu'ils appelèrent « Yankee City » (Warner, 1963) : si la cueillette des données dans ce cas a duré cinq ans, leur dépouillement en aura pris vingt (Dion, 1998) et donna lieu à la publication de quatre ouvrages entre 1941 et 1963. En 1937, le sociologue William H. Whyte entreprend l'étude d'un quartier populaire de Chicago : la publication de ses travaux en 1943 dans *Street Corner Society*, qui deviendra lui aussi rapidement un classique, démontre que des communautés peuvent fleurir même dans les grandes villes, censées être impersonnelles et aliénantes, découverte qui sera confirmée par l'étude de Herbert Gans d'un quartier ouvrier italien de Boston (*The Urban Villagers*, 1962).

Les années 1950 et 1960 verront fleurir toute une littérature sur les communautés aux États-Unis : mentionnons à titre d'exemples la recherche de Vidich et Bensman (1958) sur la petite ville de Springdale (New York)<sup>4</sup>, ainsi que l'ouvrage théorique marquant de Robert Nisbet, *The Quest for Community*, publié en 1953. Au cours des années 1960 apparaîtront plusieurs ouvrages-synthèses importants, comme ceux de Stein (1960), de Warren (1963) et de Vidich, Bensman et Stein (1964)<sup>5</sup>.

Au Canada également, il existe une longue tradition de recherche sur les communautés : parmi les précurseurs, pensons aux études de Horace Miner (1939), sur Saint-Denis-de-Kamouraska, d'Everett Hughes (1943), sur Cantonville (Drummondville) et de Seeley, Sim et Loosley (1956), sur une banlieue de Toronto. D'autres suivront, trop nombreuses pour les énumérer ici<sup>6</sup>, mais signalons qu'au cours des années 1970, la maison d'édition Holt, Rinehart & Winston of Canada inaugurerait une collection de monographies intitulée « Cultures and Communities », qui donnera lieu à toute une série d'études de communautés : mentionnons notamment la recherche de Sinclair et Westhues (1974) sur « Fringetown », celle de Jackson (1975) sur Tecumseh, et le bel ouvrage de Gerald Gold (1975) sur Saint-Pascal. Enfin, notons l'excellente monographie de Clairmont (1974) sur un quartier noir de Halifax qui disparut à la suite d'une vaste opération de rénovation urbaine au cours des années 1960.

Bien sûr, la notion de communauté a changé au fil des ans et des recherches. Si au début on la voyait surtout comme une enclave autosuffisante, un refuge abritant les « vraies » valeurs et les relations sociales personnalisées de la société traditionnelle, à l'intérieur d'une société de masse caractérisée par l'anonymat des grandes villes, on a fini par constater<sup>7</sup> que la communauté n'était pas une entité fermée, imperméable aux influences du monde extérieur. Elle est au contraire un système ouvert et marqué par les structures politiques, économiques, scolaires, culturelles et médiatiques externes. Les membres de la communauté peuvent encore éprouver un sentiment commun d'appartenance, mais leurs allégeances sont de plus en plus multiples, car ils participent aussi à des réseaux professionnels, économiques et sociaux externes. Ce qui fait dire à Warren qu'« entre la conception romantique de la com-

munauté comme point d'ancrage de toute relation sociale porteuse de sens et la notion de société de masse déterritorialisée, il doit y avoir un vaste champ intermédiaire pour la recherche ». Et l'auteur de paraphraser le célèbre mot de l'humoriste américain Mark Twain : « La mort de la communauté a été grandement exagérée ! ». Bref, « la communauté s'est transformée, mais elle est loin d'être morte » (Warren, 1972, p. 408 ; nous traduisons).

À compter des années 1970, les chercheurs sont devenus plus sensibles aux questions éthiques et méthodologiques (Dion, 1998). On sait par exemple que la grande force des études de cas est leur capacité d'étudier un phénomène en profondeur (à la différence des recherches surtout quantitatives). Par contre, certains ont remis en question leur représentativité et la possibilité d'en généraliser les résultats (Gauthier, 1997, p. 131-132 ; Jackson, 1999, p. 153-154). Pour parer à ces lacunes, diverses solutions ont été repérées, dont le recours à la triangulation – soit l'utilisation de multiples techniques de collecte de données (Hessler, 1992, p. 197) – et à des analyses comparatives, deux voies que nous empruntons dans nos recherches présentées ici.

On aurait pu croire que l'avènement de la mondialisation depuis une vingtaine d'années aurait sonné le glas de la communauté comme nous l'avons connue. Qu'à cela ne tienne, l'essor des flux et des échanges transnationaux de toutes sortes recelait un paradoxe, une face cachée : loin de réussir à imposer une homogénéisation des cultures et des sociétés, la mondialisation semble renforcer en quelque sorte un pôle inverse, celui des cultures et des identités locales, communautaires, régionales. Le slogan de la nouvelle génération d'environnementalistes – « Pensons globalement mais agissons localement » – peut être vu comme une manifestation de ce phénomène. Le sociologue américain Roland Robertson fait remarquer que

tout en comprimant les cultures, les communautés nationales, les groupes ethniques et les groupes d'intérêt, la mondialisation les amène paradoxalement à affirmer le contenu de leur configuration identitaire propre et à se doter des moyens de cette affirmation sur la place publique. La mondialisation se manifeste surtout comme un phénomène socioculturel qui s'exprime dans la construction institutionnalisée de l'individu, dans la célébration de l'identité subjective et dans l'expression de diverses formes d'identifications personnelles et collectives minoritaires (Robertson, 1992, cité dans Salée, 1996, p. 107).

De nombreux autres textes abondent dans le même sens, dont ceux de Mercure (2001b) et d'Hervieu-Léger (2001), entre autres<sup>8</sup>. Comme le sociologue français Edgar Morin (2001, p. 196-197) se plaît à le souligner : « La planète n'est pas un système global. La planète n'est pas une communauté réelle [...] On ne sait pas s'il y aura une société mondiale ». Ce qui existe, selon lui, ce sont des sociétés-nations, les communautés réelles formées de personnes humaines. Il semble donc qu'il y ait un avenir pour les études de communautés dans un contexte de plus en plus mondialisé : si les études classiques ont

pu montrer, comme dans la recherche de Vidich et Bensman sur Springdale, l'importance grandissante pour les communautés des liens externes (surtout nationaux), les tendances récentes nous incitent à inclure, quand cela est pertinent, les liens transnationaux.

*La recherche sur les communautés francophones minoritaires en milieu urbain*

Nous avons remarqué il y a quelques années une carence dans la littérature sur les francophonies minoritaires en milieu urbain : ces dernières, en effet, à la différence des communautés rurales souvent homogènes, doivent composer avec un environnement majoritairement anglophone et, parfois, hostile (du moins dans le passé), dans lequel elles doivent tenter de se développer comme collectivité. Les dynamiques sont très différentes ! Or peu de chercheurs se sont penchés jusqu'ici sur ce type particulier de communauté, qui risque de devenir de plus en plus la norme dans le contexte de disparités régionales persistantes et de croissance continue des centres urbains, à tout le moins de ceux dont l'économie est florissante<sup>9</sup>.

Parmi les quelques recherches canadiennes sur les francophonies urbaines figurent celle de Cardinal, Lapointe et Thériault (1988) sur Welland, la réédition en 1988 de l'étude de Jackson (1975) sur Tecumseh, en banlieue de Windsor, et la monographie de Rayside (1991) sur Alexandria, trois localités situées en Ontario. Stebbins (1994) publiait ensuite le résultat de ses travaux sur les francophones de Calgary. Enfin, plus près de nous, Poissant (2001) nous livre un pan de sa recherche sur un quartier ouvrier francophone de Moncton, Parkton, la seule à porter sur une communauté acadienne<sup>10</sup>.

C'est donc pour commencer à combler cette lacune perçue dans la littérature<sup>11</sup> et ajouter de nouvelles données au corpus existant que nous entreprenions, il y a quelques années, une recherche d'envergure sur la communauté francophone de Saint-Jean (Nouveau-Brunswick), dont les résultats ont été publiés (Allain et Basque, 2001). Sur le plan méthodologique, le volet sociologique de la recherche<sup>12</sup> se fondait sur les informations recueillies lors de 31 entrevues en profondeur avec des informateurs et informatrices clés, sur l'analyse de contenu d'une masse importante de documents écrits (comme entre autres les rapports annuels du Conseil communautaire, ceux des nombreux organismes affiliés, les bulletins d'information et les dossiers de presse, etc.) et sur les séances d'observation participante lors d'activités majeures de la communauté. C'est ainsi que nous avons visé à atteindre la triangulation évoquée tantôt : comme chaque technique de collecte de données en sciences sociales comporte des avantages et des points d'ombre, en raison du caractère spécialisé de ces outils, le moyen de parvenir à des connaissances fiables et valides consiste à faire appel, quand cela est possible, à plusieurs de ces techniques au cours d'une même étude. C'est précisément ce que nous avons cherché à faire.

Au printemps 2002, les deux auteurs ont entrepris une nouvelle recherche, cette fois sur la communauté francophone et acadienne de Fredericton. Le

format adopté correspond dans l'ensemble à celui de l'étude sur la communauté francophone de Saint-Jean : un volet sociologique par le présent auteur, et un volet historique par l'historien Maurice Basque. Des méthodes de collecte de données semblables sont utilisées. Un livre faisant état des résultats de l'exercice doit paraître à l'automne 2003.

L'analyse comparative<sup>13</sup> présentée ici représente un pari, puisqu'elle s'appuie sur une recherche terminée (Saint-Jean) et sur une recherche en cours (Fredericton), bref sur des résultats finaux dans le premier cas mais sur des données préliminaires, donc fragmentaires, dans le second<sup>14</sup>. Ce qui signifie que certains aspects de la comparaison entre les deux cas pourraient être amenés à changer ou à faire l'objet de précisions et de nuances, lorsque l'ensemble des informations sur Fredericton aura été recueilli. Les données déjà amassées dans ce deuxième cas devraient cependant nous permettre d'effectuer une première comparaison entre les deux communautés.

*Les communautés francophones urbaines de Saint-Jean et de Fredericton : convergence ou divergence ?*

Au moment d'amorcer cette démarche comparative, nous pensons que les différences l'emporteraient sur les ressemblances, tant les deux villes font contraste. Le cheminement des deux communautés francophones nous incite cependant à conclure que les ressemblances l'emportent de loin sur les différences.

Commençons d'abord par les dissemblances entre les deux milieux urbains. Les deux villes ne sont pas de la même taille : Saint-Jean a toujours été la métropole provinciale; elle est une région métropolitaine de recensement (la seule au Nouveau-Brunswick) et compte en 2001 une population de 122 678 personnes (une baisse de 2,4 % par rapport à 1996). La ville de Fredericton a toujours été plus petite : il s'agit d'une agglomération de recensement, qui comptait 81 346 habitants en 2001, soit une hausse de 3 % par rapport à 1996. Une taille différente, donc, ainsi qu'une croissance différentielle de population : Fredericton en hausse ; Saint-Jean en déclin. Cette dernière tendance est étroitement liée à l'autre différence majeure : la structure des économies respectives. Saint-Jean est depuis longtemps connue comme « le centre manufacturier des Maritimes » (De Benedetti, 1994, p. 207). C'est là que se trouvent entre autres les grandes entreprises industrielles de l'empire familial Irving : la raffinerie de pétrole (la plus grande à l'est de l'Ontario), les chantiers navals, les usines de pâtes et papiers, etc. Dans son texte sur Saint-Jean, De Benedetti dresse la liste d'un échantillon de 43 compagnies Irving ayant pignon sur rue dans la ville<sup>15</sup>... (p. 225). On y trouve une main-d'œuvre composée surtout de cols bleus, malgré l'augmentation du nombre d'employés dans le secteur des services, par suite de l'arrivée de gros centres d'appels comme ceux d'Air Canada et de Xerox depuis le milieu des années 1990. À l'opposé, Fredericton est la capitale provinciale où prédominent les services et, par conséquent, les cols blancs : au nombre imposant de fonctionnaires s'ajoutent les professeurs et gestionnaires de ses deux universités

anglophones, le personnel de l'hôpital régional et les travailleurs du nouveau secteur de haute technologie établi au cours des dix dernières années (De Benedetti, 1994, p. 249). Une statistique permettra d'illustrer le contraste à cet égard entre les deux villes : selon le recensement de 1991, 14,9 % de la main-d'œuvre de Saint-Jean travaillait dans le secteur manufacturier, contre 4,3 % à Fredericton; à l'inverse, cette dernière comptait 17,1 % de sa main-d'œuvre en administration publique, contre 7,1 % à Saint-Jean (p. 251). Évidemment, pareille dissimilitude entraîne d'autres contrastes importants sur le plan de la scolarité et des revenus, pour ne nommer que ceux-là.

Bref, un premier coup d'œil sur les différences frappantes entre les deux villes laissait entrevoir des résultats différenciés au terme de l'analyse comparative des communautés francophones de ces milieux urbains. Or, au point où nous en sommes dans l'étude des francophones de Fredericton, force est de reconnaître que les ressemblances l'emportent facilement sur les différences, ce qui tend à démontrer que les cheminements de ces deux communautés minoritaires ont beaucoup plus en commun que les régions urbaines dont elles font partie. Quels sont donc ces points de convergence ? Nous en relèverons trois principaux.

#### *Deux communautés francophones de taille semblable*

En dépit de la différence dans la taille de la population des deux centres urbains, l'importance des communautés francophones s'avère aujourd'hui assez semblable : d'après le recensement du Canada, en 1961, celle de Saint-Jean comptait 3 850 personnes de langue maternelle française (3,8 % de la population métropolitaine), contre 2 100 à Fredericton, ce qui représentait 3,6 % de la population. Trente-cinq ans plus tard, en 1996, les francophones étaient au nombre de 5 220 à Saint-Jean (4 % de la population), alors qu'ils atteignaient 5 400 (8,3 % de la population) à Fredericton. Il est évident que les deux communautés ont connu une importante croissance de leurs effectifs pendant cette période (de 35,6 % et 157 %, respectivement), mais l'augmentation beaucoup plus forte à Fredericton a permis à la population francophone de la capitale de dépasser celle de Saint-Jean, qui dominait largement au début des années 1960. La plus grande partie de la croissance à Fredericton est attribuable à l'essor fulgurant des effectifs de la fonction publique, particulièrement à la suite des réformes Robichaud des années 1960 : entre 1960 et 1970 (et surtout de 1965 à 1970), le nombre de fonctionnaires dans la province « a plus que doublé, passant de 2 908 postes à 6 767 postes » (Bouchard et Vézina, 2001, p. 63). La progression a continué sous les gouvernements qui ont suivi, de sorte que la fonction publique comptait, en 1990, plus de 11 000 employés. Ces chiffres valent pour l'ensemble de la province, mais on sait que la plus grande concentration de fonctionnaires se trouve dans la capitale. Par ailleurs, bien que ces statistiques ne fassent pas de distinction pas selon la langue, on sait que le nombre de fonctionnaires francophones a considérablement augmenté à partir des années 1960, par suite de l'élection du

premier premier ministre acadien et de la promulgation en 1969 de la Loi sur les langues officielles, qui a fait du Nouveau-Brunswick la première (et toujours la seule) province bilingue au Canada<sup>16</sup>. En 1981, le gouvernement conservateur de Richard Hatfield votait la loi 88 qui reconnaissait l'égalité des deux communautés linguistiques de la province. Les dispositions de cette loi seront enchâssées dans la Constitution canadienne en 1993.

La principale source de l'accroissement supérieur de la communauté francophone de Fredericton est donc évidente : il s'agit du grand nombre de francophones qui sont venus (avec leur famille) occuper des postes dans la fonction publique de la capitale au cours d'une période où ce secteur connaissait une forte croissance et où les francophones étaient en demande afin d'assurer des services bilingues dorénavant requis par la loi.

#### *Un cheminement très semblable*

À quelques années d'intervalle, les deux communautés ont adopté un parcours très similaire. Celle de Fredericton a fait figure de pionnière à cet égard, probablement à cause de sa composition : puisqu'il s'agit de la capitale, sa population, plus scolarisée, détient des postes de commande dans l'appareil gouvernemental provincial.

#### *Les luttes pour une école française*

Tant à Fredericton qu'à Saint-Jean, c'est le dossier scolaire qui a servi de catalyseur dans les premières luttes de la communauté, après une longue période de relative invisibilité. À Fredericton<sup>17</sup>, en mars 1958, une vingtaine de fonctionnaires acadiens se réunissent au centre-ville pour jeter les bases d'un organisme qui allait jouer un rôle clé dans la plupart des dossiers de la communauté francophone pendant un quart de siècle : le Cercle français<sup>18</sup>. Ce dernier est d'abord un club social qui organise des conférences, des dîners-causeries, des visionnements de films français ainsi que des activités sportives pour les francophones de Fredericton. Très tôt il assume une deuxième fonction qui s'avérera importante, celle de groupe de pression pour l'obtention de services en français dans la capitale provinciale : une école française, des messes dominicales dans la langue de Molière, la radio et la télévision en français et, plus tard, un Centre communautaire francophone (sans compter la mise sur pied en 1963 d'un Club Richelieu et, en 1965, d'un Foyer-école) (Poirier et Thériault, 1988, p. 7-8, 19).

Mais revenons à la question de l'école française. Rappelons qu'entre 1960 et 1970, le gouvernement du Nouveau-Brunswick est dirigé par le premier ministre Louis Robichaud, premier Acadien à être élu à ce poste. Son Cabinet compte parmi ses ministres plus de 50 % de francophones. Voilà qui a de quoi créer un nouveau contexte, plus favorable aux francophones, dans la ville de Fredericton. En 1961, le Cercle français crée un comité sur l'éducation chargé d'analyser la situation. Celui-ci effectue une enquête auprès de 250 familles acadiennes de la capitale, afin de connaître leurs besoins en matière scolaire.

Forts des résultats positifs, les membres du comité demandent en février 1964 au Conseil scolaire 26 (anglophone) de fournir des classes en français. Dix longs mois plus tard, la réponse – négative – leur parvient. À deux reprises, en février et en juin 1965, le comité réitère ses demandes, sans plus de succès. Devant ces refus catégoriques, le comité décide de prendre l'initiative de fonder une école privée, L'école primaire bilingue de Fredericton Inc. Des collectes de fonds dans la communauté et à l'extérieur<sup>19</sup> permettent de mettre l'école sur pied et, en juillet 1965, naît la première commission scolaire francophone de Fredericton. D'abord logée dans un local de l'ancien immeuble des Chevaliers de Colomb, l'école accueille en septembre 1965 deux classes de jeunes et le recrutement s'annonce prometteur, mais à peine deux ans plus tard, elle doit déménager à cause de la démolition de l'édifice vétuste pour faire place à une nouvelle église. De nouvelles démarches s'imposent pour trouver un local. Le gouvernement provincial tend l'oreille<sup>20</sup> et, finalement, on offre à la communauté l'une des casernes militaires désaffectées qui datent de la Seconde Guerre mondiale. Les casernes étaient sises sur l'emplacement de l'église du village historique acadien de la Pointe Sainte-Anne, qui avait été rasé par les troupes britanniques de Moses Hazen à l'hiver 1759. La première école française de la capitale prend donc naturellement le nom d'école Sainte-Anne. Mais la vie scolaire dans les nouveaux locaux n'était pas de tout repos :

Les casernes militaires étaient dans un état assez lamentable aux points de vue salubrité et étanchéité. Les pluies froides des mois d'hiver causaient des problèmes dans presque toutes les pièces de l'immense complexe. Les rats et les souris rivalisaient avec les jeunes élèves pour l'attention des enseignants et des enseignantes. Léopold St-Laurent et Simone Patterson eurent de nombreuses distractions durant ces quelques années (Poirier et Thériault, 1988, p. 11)<sup>21</sup>.

À son tour, la caserne n°9 tombe sous le pic du démolisseur. En août 1971, l'école française déménage dans l'école Montgomery que lui cédait le Conseil scolaire 26, celui-ci ayant accepté deux ans plus tôt l'idée d'une formation en français de la première à la douzième année.

Enfin, les francophones se retrouvent dans une vraie école, qui allait aussi devenir « le rendez-vous de la collectivité acadienne pour ses activités culturelles et sociales » (Poirier et Thériault, 1988, p. 12). Mais la partie est loin d'être gagnée pour autant. Les autorités refusent de changer le nom de l'école (de Montgomery à Sainte-Anne), sous prétexte que les établissements scolaires devaient prendre le nom de la rue où ils se trouvaient (c'était déjà faux à l'époque). Plus sérieux encore, des problèmes d'espace commencent à se faire sentir à cause de l'accroissement du nombre d'inscriptions : de 22 à ses modestes débuts en 1965-1966, le nombre d'élèves passe à 157 en 1971-1972 puis à 229 l'année suivante<sup>22</sup>. Il faut donc encore une fois faire des pressions, auprès du Conseil scolaire, du ministère de l'Éducation, du Bureau du pre-

mier ministre. En attendant qu'une nouvelle école soit construite, on doit accepter que les élèves du niveau secondaire (de la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année) aillent suivre leurs cours en français à la Fredericton High School (les élèves de la 1<sup>re</sup> à la 9<sup>e</sup> restaient pour leur part à la Montgomery School<sup>23</sup>); bref, les jeunes de la fin du secondaire doivent alors suivre leurs cours en français dans une grande polyvalente anglophone ! Belle ambiance, avec tous les risques d'assimilation qu'elle comporte... Cette situation persiste jusqu'au déménagement de l'école dans le Centre communautaire Sainte-Anne, en décembre 1977. Le nouvel édifice offre des locaux scolaires de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année, l'accès à des services et à des activités communautaires, et ce, dans un environnement complètement francophone ! Le tout vient couronner 16 années de luttes scolaires difficiles mais déterminées.

À Saint-Jean<sup>24</sup>, on observe un processus similaire, avec un décalage de dix ans : sans doute le statut de capitale dont jouissait Fredericton, et la composition particulière de la population et de la main-d'œuvre de la ville que cela entraînait, avait-il permis à la communauté francophone de cet endroit de prendre l'initiative dans ce dossier. La ville portuaire de Saint-Jean étant la métropole industrielle du Nouveau-Brunswick, les francophones qui s'y trouvaient faisaient traditionnellement partie surtout de la classe ouvrière et ont été plus longtemps « invisibles » que ceux de Fredericton. Leur situation fortement minoritaire à Saint-Jean et les liens familiaux très forts qui les reliaient au comté de Kent ou à la Péninsule acadienne<sup>25</sup>, leur région natale, expliquent que le sentiment collectif d'appartenance à une communauté francophone y ait mis plus de temps à se développer qu'à Fredericton. Par ailleurs, le milieu anglophone loyaliste n'encourageait pas, c'est le moins qu'on puisse dire, les manifestations identitaires acadiennes : encore au début des années 1970, les réunions du Cercle français se tenaient dans les maisons privées (Allain et Basque, 2001, p. 34), donc dans la quasi-clandestinité !

Pourtant, vers 1970-1971, les choses démarrent. Un groupe de cinq parents fait une demande à la Bibliothèque municipale pour qu'on y offre des livres en français. Peu de temps après, la requête est exaucée, et le petit groupe<sup>26</sup>, renforcé par ce modeste succès initial, entame des démarches en vue d'obtenir une école française. En 1972 se crée un comité régional de la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (SANB), qui deviendra le pivot des mobilisations scolaires à Saint-Jean : l'appui de la SANB, qui affecte une animatrice à plein temps à la région en 1975, s'avère très précieux dans les luttes de cette époque. Un comité pour l'école française est mis sur pied ; il comptera 60 membres en 1976, année qui verra se multiplier le nombre et le type d'interventions amorcées trois ou quatre ans plus tôt : réunions de cuisine, téléphones, lettres, mémoires, pétitions, campagnes médiatiques, voyages-rencontres avec les autorités à divers niveaux — tous les moyens de pression sont bons ! Finalement, après moult péripéties (délais, refus, blocages...), la victoire est acquise : à compter de septembre 1976, les classes en français se tiendront dans une ancienne école d'immersion, l'école King George.

Mais cette solution révèle vite ses limites : les locaux étaient décrépis (ici aussi, comme à Fredericton dans la caserne, enseignantes et élèves auront souvent des distractions !), et bientôt le manque d'espace devient un problème majeur, par suite de l'accroissement des inscriptions. À l'automne 1976, l'école accueillait 34 élèves en première année : on devait par la suite ajouter annuellement une nouvelle année. C'est ainsi que les effectifs atteignaient 135 élèves en 1979-1980, 257 en 1981-1982, et 304 en 1983-1984. Comme l'avouait le directeur de l'école à l'époque, Normand Gould, lors d'une entrevue en 1998 :

À l'école King George, nous sommes tassés comme des sardines, il n'y a pratiquement plus d'espace de jeu, la secrétaire est dans le corridor et le directeur travaille dans un garde-robe (Allain et Basque, 2001, p. 149).

Pour toutes ces raisons, dès 1977 s'enclenchent les démarches de la deuxième lutte, celle qui revendique un complexe abritant une école et un centre communautaire.

#### *La revendication d'un centre scolaire-communautaire*

Comme nous l'avons vu, à Fredericton comme à Saint-Jean, l'obtention d'une école française a répondu à certains besoins pressants, mais pas à tous. Dans les deux cas, des installations vieillottes et vite rendues exigües en raison de l'accroissement des inscriptions, ont remis en branle les mobilisations, cette fois pour un centre scolaire-communautaire. Dans la capitale provinciale, dès la fin de 1967, un petit groupe de francophones discutent de l'opportunité d'un centre culturel et d'une paroisse française et, en janvier 1968, un comité d'étude est formé pour étudier ces deux questions. Pour étoffer le projet et bien inventorier les besoins, pas moins de neuf sous-comités sont chargés d'étudier pendant un an tous les aspects de la communauté acadienne (éducation, histoire, culture, religion, etc.). Des consultations préliminaires ayant indiqué « que le temps n'était pas encore venu de proposer la création d'une paroisse française autonome avec son curé et son église » (Poirier, 2001, p. 91), on décide de se concentrer sur le premier objectif, le centre culturel. Le Cercle français prend le projet sous son aile. Plusieurs années sont consacrées à trouver un édifice adéquat et du financement suffisant. La « crise scolaire » de 1972 (voir plus haut) crée un contexte qui facilite les discussions en vue de dénouer l'impasse (Poirier et Thériault, 1988, p. 13-14). Le Comité de l'avenir du Cercle français rencontre plusieurs fois le premier ministre Hatfield, au pouvoir depuis 1970, et peu à peu, une nouvelle idée fait surface : celle d'un centre scolaire-communautaire. En avril 1973, lors d'une de ces rencontres, on discute d'un financement partagé avec Ottawa. En janvier 1974, le secrétaire d'État Hugh Faulkner procède à l'annonce officielle de la construction conjointement avec le premier ministre Hatfield, et une maquette de l'édifice est dévoilée.

Le dossier est donc près d'aboutir : le financement est prévu, la volonté politique est là. Pourtant, il faudra quatre autres années pour que le centre ouvre enfin ses portes. Que s'est-il passé ? D'abord, un conflit important éclata au sujet de l'emplacement. Le centre devait être situé à la Pointe Sainte-Anne, site du premier village acadien, maintenant à proximité du centre-ville. Un tollé général s'éleva contre cette idée chez les anglophones : le conseil municipal s'y opposait farouchement, de même que plusieurs organismes d'extrême droite, tels la English Speaking League, le Fredericton Heritage Trust, le Fredericton Council of Women, et jusqu'aux Amérindiens locaux, qui affirmaient que l'emplacement contenait des vestiges d'un ancien cimetière amérindien. Les raisons invoquées étaient tour à tour esthétiques, économiques, historiques, mais au fond, elles étaient toutes teintées d'étroitesse d'esprit (Poirier et Thériault, 1988, p. 14) ! Le premier ministre doit plaider en personne devant le Conseil municipal en mars 1974, sous les quolibets de la foule anglophone hostile venue en autocar d'un peu partout dans la province. Une élection générale à l'automne de cette année entraîne de nouveaux délais. La recherche d'un nouvel emplacement se poursuit et, en mars 1975, on s'entend sur un terrain ayant appartenu à la University of New Brunswick. L'architecte doit revoir ses plans, un premier contrat est accordé en décembre et la structure commence à s'élever à l'été 1976. Les coûts ayant augmenté radicalement par suite de tous les délais, le gouvernement décide d'amputer l'immeuble de 10 000 pieds carrés sur les 116 000 prévus au départ, ce qui provoque de nouveaux ajustements<sup>27</sup>.

Le complexe ouvre enfin ses portes pendant la période de Noël 1977, l'école y déménage et reprend son nom d'école Sainte-Anne. L'ouverture officielle a lieu en juin 1978. Outre l'école (de la 1<sup>re</sup> à la 12<sup>e</sup> année), et sa grande cafétéria (qui sert à l'école et à la communauté), le centre comprend des locaux pour les maternelles, des garderies, une bibliothèque utilisée à la fois par l'école et la communauté, un amphithéâtre pour les spectacles et les grandes assemblées, une salle d'exposition, des salles de réunion<sup>28</sup>. Le premier centre scolaire-communautaire (CSC) au Canada venait d'être établi.

Le concept était très novateur : pour contrer l'assimilation des minorités francophones en milieu urbain, il ne suffisait pas d'avoir une école mais il fallait aussi un Centre et des installations communautaires, les deux situés sous le même toit, pour renforcer la cohésion du groupe et créer des synergies. D'autres centres semblables seront ouverts au cours des années suivantes<sup>29</sup>. À Fredericton, il se sera écoulé treize ans entre l'ouverture de la première école à deux classes en 1965 et l'entrée dans le nouveau centre en 1978. Si on voulait être plus précis, cependant, il faudrait plutôt parler d'une période de six ans, puisque les démarches pour un tel centre ont commencé en 1972.

On constate une évolution semblable à Saint-Jean, toujours avec le même décalage. Ici aussi, l'obtention d'une école française en 1976 ne constituera pas un pur aboutissement des années de luttes, mais le point de départ de nouvelles mobilisations. Dès 1977 se forme un comité pour revendiquer un

centre communautaire, appellation qu'on changera l'année suivante (sans doute à cause du précédent établi à Fredericton) pour celle d'école-centre communautaire. On déploie une stratégie à multiples volets : sondages, réunions, lettres, mémoires, communiqués de presse, rencontres avec politiciens et hauts fonctionnaires, tous les moyens sont bons pour faire avancer la cause. L'agente régionale de la SANB est de tous les combats : elle mène une quinzaine d'interventions par année en 1977, 1978, 1979, et pas moins de 52 en 1980, 65 en 1981 et 17 en 1982 (Guérette, 1982). Le comité lui-même, qui regroupe 14 personnes déterminées, tient 42 réunions, de mars 1980 à février 1983. Lors de ces réunions, on fait le point, on planifie les stratégies, mais on invite également des experts et des politiciens fédéraux et provinciaux (dont le président du Conseil du trésor, Jean-Maurice Simard, bras droit du premier ministre Hatfield). Finalement, en 1980, ce dernier annonce l'approbation de la construction d'un centre scolaire-communautaire francophone à Saint-Jean, annonce que confirmera en juin 1981 Richard Hatfield en personne devant les membres de la communauté, sauf que l'ouverture est annoncée pour... trois ans plus tard, en 1984 ! Nouvelles pressions pour accélérer les choses; l'emplacement du nouveau centre est rendu public en décembre 1981 et, en mars 1982, les deux niveaux de gouvernement signent une entente à frais partagés pour financer l'opération. Le centre ouvrira enfin ses portes en septembre 1984. L'ouverture officielle a lieu en mai 1985, et le premier ministre Hatfield y loue publiquement l'enthousiasme et la détermination des francophones de Saint-Jean. C'était l'aboutissement de sept longues années de travail acharné de la part des militants et militantes acadiens de la ville portuaire : le « rêve impossible » d'un petit groupe de parents au milieu des années 1970 devenait enfin réalité<sup>30</sup>!

#### *La paroisse catholique : vers la complétude institutionnelle*

Le sociologue Raymond Breton (1964, 1983, 1984) a popularisé le concept de complétude institutionnelle, qui désigne le degré de complétude d'une communauté au plan organisationnel<sup>31</sup>. Y trouve-t-on un ou des établissements scolaires, de santé, une infrastructure économique, culturelle, politique ? Dans le cas de minorités francophones catholiques, l'érection d'une paroisse et d'une église ont été historiquement des priorités collectives importantes. Pensons aux communautés francophones minoritaires de l'Ontario, de l'Ouest canadien et de la Nouvelle-Angleterre : que ce soit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou au cours du XX<sup>e</sup>, partout où les francophones s'établiront en assez grand nombre, ils fondent une paroisse et, souvent, même si cela peut demander des années d'efforts et de sacrifices, construisent une église.

À cet égard, les communautés francophones de Fredericton et de Saint-Jean ont suivi un parcours presque identique. Dans les deux cas, on parlait depuis longtemps de la nécessité d'une paroisse française. Dans la capitale provinciale, nous avons vu que des discussions en ce sens remontaient à la fin de 1967. On obtient une première messe de Noël en français cette année-là et,

par la suite, une messe dominicale en français dans deux paroisses anglophones de la région où on trouvait une certaine concentration de francophones. À compter d'octobre 1978, les messes du dimanche seront célébrées dans l'amphithéâtre du nouveau centre. Les francophones de Saint-Jean feront de même quand leur CSC ouvrira ses portes en 1984.

Au printemps 1981, le comité paroissial du Centre envoie une délégation à l'évêché de Saint-Jean pour réclamer une paroisse pour les francophones. La démarche est fructueuse : dès le 2 septembre, l'évêque crée deux nouvelles paroisses « nationales » françaises – c'est-à-dire des paroisses sans frontières, desservant toute une région urbaine plutôt qu'un quartier –, l'une à Fredericton (« Sainte-Anne-des-Pays-Bas ») et l'autre à Saint-Jean (« Saint-François-de-Sales »). C'était pour les deux communautés une belle victoire, l'ajout d'un maillon institutionnel important. Mais l'autre objectif à accomplir — la construction d'une église — prendra plus de temps à se réaliser, puisque le financement devait être trouvé. Les démarches de toutes sortes, y compris de nombreuses collectes de fonds, se sont succédées pendant des années. Finalement, les francophones de Saint-Jean inaugurent leur nouvelle église en 1998. Ceux de Fredericton auront la leur en décembre 2000. À une époque où on ferme des églises par manque de fidèles, la construction de deux nouvelles églises, situées toutes deux sur un terrain adjacent au centre scolaire-communautaire, tient de l'exploit et reflète bien la ténacité et la détermination acadiennes légendaires<sup>32</sup>, sans parler de la forte pratique religieuse observée encore aujourd'hui au sein des communautés francophones.

### *Un réseau associatif dynamique<sup>33</sup>*

À Saint-Jean aussi bien qu'à Fredericton s'est développé au fil des ans un réseau associatif actif et diversifié. Il s'agit dans les deux cas d'un phénomène relativement récent, qui remonte aux années 1960 et 1970. On constatera également une floraison de nouveaux organismes à la suite de l'obtention de l'école en français, de la paroisse et du centre scolaire-communautaire.

À Saint-Jean, mentionnons que dès la deuxième décennie du xx<sup>e</sup> siècle, on retrouvait deux organismes francophones à vocation économique (Allain et Basque, 2001, p. 239-266). Puis, dans les années 1940 et 1950, deux associations à caractère religieux sont mises sur pied. En 1959, on crée le Cercle Champlain (l'ancêtre du Cercle français fondé en 1972) et, en 1964, le Club Richelieu, deux organismes « sociaux ». Deux associations plus « politiques » suivent, en 1972. En 1976, année de l'ouverture de l'école, quatre nouvelles associations voient le jour et, en 1980 et 1981, cinq autres vont s'ajouter. Au cours de 1982 et 1983, quatre nouvelles associations apparaissent. L'année de l'ouverture du centre (1984-1985) voit surgir une demi-douzaine d'autres organismes. Et le développement se poursuit : si certaines associations disparaissent en cours de route, d'autres prennent rapidement leur place, avec une participation toujours croissante. À preuve, en 1981, 1 200 membres partici-

paient à 11 organisations ; en 1990, 2 300 personnes étaient regroupées dans 19 organismes et, en 2000, on comptait 50 groupes totalisant 3 300 membres.

La situation est un peu moins documentée à Fredericton, surtout en ce qui concerne l'effectif des divers groupes. On sait que sept ou huit comités existaient avant l'ouverture du centre en 1978, à commencer par le Cercle français, créé en 1958. Entre 1978 et 1988, une dizaine d'autres associations sont apparues (Poirier et Thériault, 1988). En 1987, on en dénombrait 22 et, en 1992, 27. Aujourd'hui, on compte 33 groupes francophones dans la capitale. Et ce que n'indiquent pas ces chiffres, c'est la diversification considérable sur le plan des intérêts qui animent les nouveaux groupes, tant à Saint-Jean qu'à Fredericton. À titre d'exemple, la communauté de Fredericton s'enorgueillit d'une radio communautaire depuis 1997, et les francophones de Saint-Jean, après deux ans d'essais très concluants, prévoient ouvrir la leur en 2003 (Ricard, 2002). Donc, en plus des objectifs scolaires, religieux et sociaux des débuts, on trouve maintenant des groupes sportifs, culturels, économiques, médiatiques, témoins de communautés en constante évolution.

### *Conclusion*

Après avoir rappelé la riche tradition des études de communautés en sociologie, nous avons esquissé une première comparaison entre les communautés francophones de Saint-Jean et de Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Le profil socio-économique distinct des deux centres urbains (Saint-Jean, ville industrielle et portuaire; Fredericton, capitale, ville de services, ville universitaire) laissait présager plus de différences que de ressemblances entre les deux communautés francophones. Or l'analyse a démontré le contraire : les deux communautés sont maintenant de taille très semblable et, qui plus est, leur cheminement a été presque identique. Aux deux endroits, les luttes ont d'abord porté sur l'obtention d'une école française, mais une fois celle-ci acquise, le combat s'est poursuivi pour un centre scolaire-communautaire et une paroisse française. Par ailleurs, les deux communautés se sont dotées d'un réseau associatif dynamique, diversifié et en pleine expansion.

Signalons tout de même en terminant deux différences constatées au cours de nos recherches. La première tient au caractère plus entrepreneurial du leadership au centre communautaire à Saint-Jean, où l'on se préoccupe de questions économiques et où l'on cherche en entretenir des relations soutenues avec les groupes de gens d'affaires. À titre d'illustration, mentionnons la publication annuelle ces dernières années d'un répertoire des services bilingues du Saint-Jean métropolitain<sup>34</sup> ; la publication en 1997 et 1998, dans le bulletin de la Saint John Board of Trade, *The Saint John Business Today* (tirage : 1 000 exemplaires) d'une chronique mensuelle en français par le directeur général ; les échanges réguliers avec le Business Development Committee et l'agence économique Entreprise Saint John; le partenariat avec la Ville de Saint-Jean et plusieurs entreprises importantes dans *Avantage Saint John Advantage*, organisme voué à la promotion du bilinguisme dans la région métropolitaine (Ricard, 2002); enfin, la mise sur pied de la Société des gens

d'affaires et professionnels francophones de Saint-Jean, en 1999. En dépit de l'existence à Fredericton d'un ensemble diversifié d'organismes, on n'y retrouve pas cette dimension entrepreneuriale.

La communauté francophone de Fredericton, en revanche, dispose d'une corde supplémentaire à son arc institutionnel : une caisse populaire, inaugurée en 1978. Logée pendant plusieurs années au Centre, celle-ci déménage au centre-ville au début des années 1990<sup>35</sup>. Mais voilà que des difficultés financières forcent la FCPA à la mettre en tutelle et, au printemps 2002, à la fusionner avec la Caisse populaire de Moncton<sup>36</sup>, plus grande. La succursale demeure toujours ouverte à Fredericton, mais les francophones de l'endroit y ont perdu leur autonomie<sup>37</sup>.

Pour conclure, nous croyons, comme Annie Pilote (1999), que la revendication et l'obtention d'un centre scolaire-communautaire dans les deux communautés du sud du Nouveau-Brunswick ont représenté un *geste politique* d'affirmation collective qui a créé, pour ces deux communautés, un instrument de prise en charge de leur développement et de leur autonomie. Dans les deux cas, cet outil aura permis la mise sur pied de nombreux services, l'organisation d'une pléiade d'activités collectives sur le plan social, culturel, scolaire, sportif, etc., et la création d'une variété d'organismes répondant aux besoins des membres de la communauté, tout en renforçant leur identité et leur sentiment d'appartenance<sup>38</sup>. Bref, pour reprendre les concepts du sociologue Raymond Breton (1964, 1983, 1984), les francophones de Saint-Jean et de Fredericton se sont battus pour se doter d'une *complétude institutionnelle* (processus qui se poursuit aujourd'hui) et, pour ce faire, ils ont dû faire preuve de *capacité organisationnelle* pour atteindre leurs objectifs d'épanouissement et de développement<sup>39</sup>. Aux tenants politiques et scientifiques du discours pessimiste et déterministe de la disparition prochaine des minorités francophones à l'extérieur du Québec, ces communautés opposent leur ténacité et leur détermination à se tenir debout et à arracher des victoires, ainsi que leur réelle vitalité actuelle.

La recherche n'est jamais tout à fait achevée, cependant. Une fois terminée l'analyse du cas de Fredericton, il faudra songer à élargir la comparaison pour inclure d'autres minorités francophones urbaines des Maritimes (comme Miramichi, Charlottetown, Halifax-Dartmouth) et d'ailleurs au Canada, pour cerner les modèles généraux, tant les éléments de convergence que les spécificités locales ou provinciales.

## BIBLIOGRAPHIE

- ALLAIN, Greg (1996), « Fragmentation ou vitalité ? Les nouveaux réseaux associatifs dans l'Acadie du Nouveau-Brunswick », dans Benoît CAZABON (dir.) *Pour un espace de recherche au Canada français : discours, objets et méthodes*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 93-125.
- ALLAIN, Greg (1997), « Le Congrès mondial acadien de 1994 : réseaux, conflits, réalisations », *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 30, n° 2 (mai), numéro spécial sur « Mutations sociales et sciences humaines », p. 141-159.
- ALLAIN, Greg (1998), « Le Congrès mondial acadien : regards sur la participation aux Conférences, bilan et enjeux des Retrouvailles », dans ALLAIRE et GILBERT (1998), p. 139-162.
- ALLAIN, Greg (2001), « La société acadienne en réseaux : trois études de cas dans les domaines du sport, des affaires et de l'Acadie mondiale », *La Revue de l'Université de Moncton*, numéro hors série, p. 191-205.
- ALLAIN, Greg (2002), « La communauté francophone de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick : de la survivance à l'affirmation », *Francophonies d'Amérique*, n° 14 (automne), p. 37-53.
- ALLAIN, Greg (2003, à paraître) « Fragmentation ou vitalité ? Regard sociologique sur l'Acadie actuelle et ses réseaux associatifs », dans Simon LANGLOIS et Jocelyn LETOURNEAU (dir.), *Dynamiques identitaires au Canada français*, Presses de l'Université Laval.
- ALLAIN, Greg et Maurice BASQUE (2001), *De la survivance à l'effervescence : portrait historique et sociologique de la communauté francophone et acadienne de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick*, Association régionale de la communauté francophone de Saint-Jean.
- ALLAIN, Greg et Maurice BASQUE (2003, à paraître), *Les francophones dans la capitale du Nouveau-Brunswick : histoire et sociologie de la communauté francophone et acadienne de Fredericton*.
- ALLAIN, Greg et Serge CÔTÉ (1984-1985), « Le développement régional, l'État et la participation de la population : la vie courte et mouvementée des Conseils régionaux d'aménagement du Nouveau-Brunswick (1964-1980) », *Égalité*, nos 13-14, p. 187-215.
- ALLAIN, Greg et Isabelle MCKEE-ALLAIN (2003, à paraître), « La société acadienne en l'an 2000 : identité, pluralité et réseaux », dans *Actes du colloque de Poitiers sur « L'Acadie plurielle », mai 2000*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton.
- ALLAIN, Greg, Isabelle MCKEE-ALLAIN et J.-Yvon THÉRIAULT (1993), « La société acadienne : lectures et conjonctures », dans Jean DAIGLE, *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, p. 341-385.
- ALLAIRE, Gratien et Anne GILBERT (dir.) (1998), *Francophonies plurielles : Communications choisies*, Sudbury, Institut franco-ontarien.
- BAUMAN, Zygmunt (2001), *Community : Seeking Safety in an Insecure World*, Cambridge, Polity Press.
- BELLIVEAU, John Edward (1980), *Little Louis and the Giant K.C.*, Hantsport (N.S.), Lancelot Press.
- BERNOT, Lucien et René BLANCHARD (1953), *Nouvelle, un village français*, Paris, Institut d'ethnologie.
- BOUCHARD, Pier et Sylvain VÉZINA (2001), « Modernisation de l'administration publique au Nouveau-Brunswick, démocratie et bureaucratie : le modèle de Louis-J. Robichaud », dans *L'ère Louis-J. Robichaud, 1960-1970 : actes du colloque*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, p. 55-68.
- BOUDREAU, Annette et Lise DUBOIS (2002), « Le français à Parkton : de la back yard au centre d'appel », *Francophonies d'Amérique*, n° 14 (automne), p. 29-36.
- BOUDREAU, Françoise et Greg Marc NIELSEN (dir.) (1994), « Les francophonies nord-américaines », numéro thématique de *Sociologie et sociétés*, vol. XXVI, n° 1 (printemps).
- BRETON, Raymond (1964), « Institutional completeness of ethnic communities and the personal relations of immigrants », *American Journal of Sociology*, n° 70 (juillet), p. 193-205.
- BRETON, Raymond (1983), « La communauté ethnique, communauté politique », *Sociologie et sociétés*, vol. XV, n° 2, p. 23-37.
- BRETON, Raymond (1984), « Les institutions et les réseaux d'organisation des communautés ethnoculturelles », dans Fédération des francophones hors Québec, *État de la recherche sur les communautés francophones hors Québec (actes du premier colloque national des chercheurs)*, Ottawa, FFHQ, p. 4-20.
- BURKE, C. D. et D. J. IRELAND (1976), *An Urban Economic Development Strategy for the Atlantic Region*, Toronto, Macmillan.
- CARDINAL, Linda et Jean LAPOINTE (1990), « La sociologie des francophones hors Québec : parti pris pour l'autonomie », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 22, n° 1, p. 47-66.
- CARDINAL, Linda et Isabelle MCKEE-ALLAIN (1999), « Enjeux et défis de la recherche féministe en milieu francophone minoritaire au Canada », dans Huguette DAGENAIS (dir.), *Pluralité et convergences : la recherche féministe dans la francophonie*, Montréal, Les éditions du Remue-Ménage, p. 449-465.
- CARDINAL, Linda, Jean LAPOINTE et J.-Yvon THÉRIAULT (1988), *La communauté francophone de Welland : la minorité francophone de Welland et ses rapports avec les institutions*, rapport d'étude présenté au Bureau du commissaire

## Les études de communautés en milieu francophone urbain minoritaire

- aux langues officielles, Ottawa, Département de sociologie, Université d'Ottawa.
- CARDINAL, Linda, Lise KIMPTON, Jean LAPOINTE, Uli LOCKER, J.-Yvon THÉRIAULT (1994), *L'épanouissement des communautés de langue officielle : la perspective de leurs associations communautaires*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada et Commissariat aux langues officielles.
- CASTONGUAY, Charles (1993), « Le déclin des populations francophones de l'Ouest canadien », *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, vol. 5, n° 2, p. 147-153.
- CASTONGUAY, Charles (1994), « Évolution récente de l'assimilation linguistique au Canada », dans Claude POIRIER (dir.), *Langue, espace et société : les variétés du français en Amérique du Nord*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 277-311.
- CASTONGUAY, Charles (1996), « Évolution de l'anglicisation des francophones au Nouveau-Brunswick, 1971-1991 », dans Lise DUBOIS et Annette BOUDREAU (dir.), *Les Acadiens et leurs langues : quand le français est minoritaire*, Moncton, Éditions d'Acadie et Centre de recherche en linguistique appliquée, p. 47-62.
- CASTONGUAY, Charles (1999), « French is on the ropes. Why won't Ottawa admit it ? », *Policy Options*, vol. 20, n° 8 (octobre), p. 39-50.
- CHIASSON, Rodolphe (1990), « Activités menant à la fondation de l'École primaire bilingue de Fredericton, N.-B. », document adressé à la directrice du Conseil scolaire 51, 30 avril.
- CLAIRMONT, Donald (1974), *Africville : The Life and Death of a Canadian Black Community*, Toronto, McClelland and Stewart.
- CONDON, Thomas, J. (1979), *Towards the Third Century: Organizing and Funding Cultural, Sports and Recreational Objectives for the City of Saint John*, March 19.
- CORMIER, Michel et Achille MICHAUD (1991), *Richard Hatfield : un dernier train pour Hartland*, Montréal, Libre expression.
- COUTURE, Claude (2001), « La disparition inévitable des francophones à l'extérieur du Québec : un fait inéluctable ou le reflet d'un discours déterministe ? », *Francophonies d'Amérique*, n° 11, p. 7-18.
- DE BENEDETTI, Georges (1994), « Saint John : Are its strengths its weaknesses ? », dans Georges DE BENEDETTI et Rodolphe LAMARCHE (dir.), *Shock Waves: The Maritime Urban System in the New Economy*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, p. 207-229.
- DENIS, Wilfred B. (1993), « La complétude institutionnelle et la vitalité des communautés fransaskoises en 1992 », *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, vol. 5, n° 2 (automne), p. 253-284.
- DION, Michel (1998), « Communautés », dans *Dictionnaire de la sociologie*, Paris, Encyclopaedia Universalis-Albin Michel, p. 129-136.
- GANS, Herbert (1962), *The Urban Villagers : Group and Class in the Life of Italian Americans*, New York, Free Press of Glencoe.
- GAUTHIER, Benoît (dir.) (1997), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- GOLD, Gerald (1974), *Saint-Pascal : Changing Leadership and Social Organization in a Québec Town*, Holt, Rinehart and Winston.
- GOLDENBERG, Sheldon et Valerie A. HAINES (2000), « Social networks and institutional completeness : from territory to ties », dans Madeline A. KALBACH et Warren E. KALBACH (dir.), *Perspectives on Ethnicity in Canada : A Reader*, Toronto, Hartcourt Canada, p. 35-47.
- GUÉRETTE, Irène (1982), « Rapports d'activités des agents de développement de la SANB pour la région de Saint-Jean, N.-B., de 1974 à 1982 », 5 août.
- HERVIEU-LÉGER, Danièle (2001), « Identités décomposées, identités imaginées, identités inventées », dans MERCURE (2001a), p. 183-190.
- HESSLER, Richard M. (1992), *Social Research Methods*, New York, West Publishing Co.
- HOW, Douglas et Ralph COSTELLO (1993), K.C. : *The Biography of K.C. Irving*, Toronto, Key Porter Books.
- HUGHES, Charles C., Marc-Adélaïde TREMBLAY, Robert N. RAPOFORT et Alexander H. LEIGHTON (1960), *People of Cove and Woodlot : Communities from the Viewpoint of Social Psychiatry*, New York, Basic Books.
- HUGHES, Everett (1943), *French Canada in Transition*, Chicago, The University of Chicago Press (traduction française, 1972 : « Rencontre de deux mondes : la crise d'industrialisation du Canada français », Montréal, Boréal Express).
- HUNT, Russell et Robert CAMPBELL (1973), *K.C. Irving: The Art of the Industrialist*, Toronto, McClelland and Stewart.
- JACKSON, John D. (1975), *Community & Conflict : A Study of French-English Relations in Ontario* (Revised edition, Toronto, Canadian Scholars Press, 1988). Toronto, Holt, Rinehart and Winston Canada.
- JACKSON, Winston (1999), *Methods: Doing Research*, 2<sup>e</sup> éd., Scarborough (Ont.), Prentice Hall Allyn et Bacon Canada.
- JOHNSON, Marc et Isabelle MCKEE-ALLAIN (1999), « Société et identité acadiennes contemporaines », dans J.-Yvon Thériault, *Francophonies minoritaires au Canada : L'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p. 209-235.
- JOYAL, André (2002), *Le développement local : comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC - Les Presses de l'Université Laval.
- LAPOINTE, Jean et J.-Yvon THÉRIAULT (1999), « La sociologie et les francophonies minoritaires au Canada »,

- dans J.-Yvon THÉRIAULT (dir.), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie, p. 193-207.
- LYND, Robert et Helen LYND (1929), *Middletown: A Study in American Culture*, New York, Harcourt Brace.
- LYND, Robert et Helen LYND (1937), *Middletown in Transition: A Study in Cultural Conflicts*, New York, Harcourt Brace.
- MERCURE, Daniel (dir.) (2001a), *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.
- MERCURE, Daniel (2001b) « Introduction », dans Daniel MERCURE (dir.), *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 1-5.
- MINER, Horace (1939), *St. Denis, A French-Canadian Parish*, Chicago, The University of Chicago Press.
- MORIN, Edgar (1967), *Commune en France : la métamorphose de Plodémet*, Paris, Fayard.
- MORIN, Edgar (2001), « Le monde comme notion sociologique », dans Daniel MERCURE (dir.), *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, p. 191-197.
- NISBET, Robert (1953), *The Quest for Community*, New York, Oxford University Press.
- NISBET, Robert (1966), *The Sociological Tradition*, London, Heinemann.
- O'KEEFE, Michael (2001), *Minorités francophones : assimilation et vitalité des communautés*, 2<sup>e</sup> édition, Ottawa, Patrimoine canadien.
- PILOTE, Annie (1999), « L'analyse politique des centres scolaires et communautaires en milieu francophone minoritaire », *Éducation et francophonie revue scientifique virtuelle*, vol. XXVII, n° 1 (printemps), <www.acef.ca/revue/XXVII/articles/Pilote.html>.
- POIRIER, Bernard (2001), *À la poursuite d'un idéal*, Moncton, Les Éditions de la francophonie.
- POIRIER, Bernard et Fidèle THÉRIAULT (1988), « Les dix premières années : 1978-1988 », Fredericton, Le Centre communautaire Sainte-Anne.
- POISSANT, Guylaine (2001), « Activités quotidiennes dans un quartier populaire francophone », *Francophonies d'Amérique*, n° 11, p. 135-150.
- POULIN, Pierre, Dollard LANDRY et Gérard LEGRESLEY (1976), *Le phénomène du navettage des gens du Nord-Est du Nouveau-Brunswick vers la ville de Saint-Jean*, Bathurst, ministère de l'Expansion économique régionale, février.
- RAYSIDE, David M. (1991), *A Small Town in Modern Times : Alexandria, Ontario*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- RICARD, Philippe (2002), « Le bilinguisme sera encouragé à Saint-Jean », *L'Acadie nouvelle*, 8 novembre, p. 5.
- RIESMAN, David et al. (1950), *The Lonely Crowd: A Study of the Changing American Character*, New Haven, Yale University Press.
- RIOUX, Marcel (1957), *Belle-Anse*, Ottawa, Musée national du Canada.
- SALÉE, Daniel (1996), « La mondialisation et la construction de l'identité au Québec », dans Mikhaël ELBAZ, Andrée FORTIN et Guy LAFOREST (dir.), *Les frontières de l'identité : modernité et postmodernisme au Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 105-125.
- SEELEY, John, R. Alexander SIM et E. W. LOOSLEY (1956), *Crestwood Heights*, New York, Basic Books.
- SINCLAIR, Peter et Kenneth WESTHUES (1974), *Village in Crisis*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston Canada.
- STEBBINS, Robert (1994), *The Franco-Calgarians : French Language, Leisure, and Linguistic Life-style in an Anglophone City*, Toronto, University of Toronto Press.
- STEBBINS, Robert (2000), *The French Enigma : Survival and Development in Canada's Francophone Societies*, Calgary, Detselig Enterprises.
- STEIN, Maurice (1960), *The Eclipse of Community: An Interpretation of American Studies*, Princeton, Princeton University Press (rééd. 1972).
- STORPER, Michael (1997), *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*, New York, The Guilford Press.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (1995), *L'identité à l'épreuve de la modernité : écrits politiques sur l'Acadie et les francophonies canadiennes minoritaires*, Moncton, Les Éditions d'Acadie.
- THÉRIAULT, J.-Yvon (dir.) (1999), *Francophonies minoritaires au Canada : l'état des lieux*, Moncton, Les Éditions d'Acadie.
- TREMBLAY, Marc-Adélar (1954), « The Acadians of Portsmouth, A Study in Cultural Change », thèse de Ph.D., Anthropologie, Cornell University.
- TREMBLAY, Marc-Adélar et Gerald GOLD (dir.) (1973), *Communautés et culture : éléments pour une ethnologie du Canada français*, Montréal, Les Éditions HRW Ltée.
- VACHON, Bernard (1993), *Le développement local : théorie et pratique*, Boucherville, Gaétan Morin éditeur.
- VIDICH, Arthur et Joseph BENSMAN (1958), *Small Town in Mass Society: Class, Power and Religion in a Rural Community*, Princeton, Princeton University Press.
- VIDICH, Arthur, Joseph BENSMAN et Maurice STEIN (dir.) (1964), *Reflections on Community Studies*, New York, Harper & Row.
- WARNER, W. Lloyd et al. (1963), *Yankee City*, New Haven, Yale University Press.

- WARREN, Roland L. (1963), *The Community in America*, Chicago, Rand McNally (rééd., 1972).  
WHYTE, William H. (1943), *Street Corner Society*, Chicago, University of Chicago Press (rééd., 1981).  
YOUNG, Frank W. (1996), « *Small Town in Mass Society revisited* », *Rural Sociology*, vol. 61, n° 4, p. 630-648.  
YOUNG, Michael et Peter WILLMOTT (1957), *Family and Kinship in East London*, London, Routledge and Kegan Paul.

## NOTES

1. Voir aussi, entre autres, THÉRIAULT (1995, 1999), JOHNSON et MCKEE-ALLAIN (1999) et ALLAIN ET MCKEE-ALLAIN (2003, à paraître). Sur la sociologie des francophonies canadiennes minoritaires, on consultera THÉRIAULT (1999), LAPOINTE et THÉRIAULT (1999), CARDINAL et LAPOINTE (1990), CARDINAL et MCKEE-ALLAIN (1999) et STEBBINS (2000).
2. Avec les concepts de classe sociale et de statut, d'autorité et de pouvoir, d'aliénation et de sacré (NISBET, 1966).
3. On sait qu'à diverses époques plusieurs autres auteurs ont mis en scène des dichotomies semblables : par exemple, Émile Durkheim contrastait la solidarité mécanique et la solidarité organique, et l'anthropologue américain Robert Redfield mettait en opposition la *folk society* et la *urban society*. Parmi ceux qui ont poursuivi dans la veine un peu nostalgique de Tönnies, on trouve le sociologue américain David RIESMAN et ses collègues, avec leur ouvrage influent *La foule solitaire* (1950).
4. Pour une réévaluation récente de cette étude classique, voir YOUNG (1996).
5. On trouve à la même époque des études de communauté en France, comme celles de BERNOT et BLANCHARD (1953) et d'Edgar MORIN (1967). En Angleterre, YOUNG et WILLMOTT (1957) constataient la présence de liens communautaires forts au sein d'une banlieue métropolitaine.
6. Signalons tout de même les travaux des anthropologues québécois Marcel RIOUX sur l'île Verte et Belle-Anse (voir RIOUX, 1957) et Marc-Adélar Tremblay sur les communautés acadiennes de la Baie Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse (TREMBLAY, 1954 ; HUGHES *et al.*, 1960 ; TREMBLAY et GOLD, 1973).
7. Voir entre autres VIDICH et BENSAN (1958), YOUNG et WILLMOTT (1957) et GANS (1962). On trouvera un traitement plus récent de la question dans le petit ouvrage du sociologue britannique BAUMAN (2001).
8. On trouvera une réflexion parallèle sur la place et le rôle des régions dans l'économie mondialisée chez STORPER (1997). On pourrait évoquer, dans la même veine, l'engouement en matière de développement économique pour les initiatives de développement local (VACHON, 1993 ; JOYAL, 2002).
9. À preuve, les statistiques récentes du recensement du Canada de 2001 montrent que les régions à prédominance rurale et acadienne du nord du Nouveau-Brunswick perdent leur population au profit des villes du sud, Moncton et Fredericton en particulier (et sans doute en partie au profit d'autres provinces comme l'Ontario, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique).
10. Une étude sociolinguistique du même quartier a été effectuée (BOUDREAU et DUBOIS, 2002).
11. Dans un autre texte (ALLAIN, 2002), nous ajoutons deux autres motivations théorico-méthodologiques qui sous-tendent notre recherche : la nouvelle perspective visant à dégager les facettes modernes de l'identité des groupes minoritaires (francophones ou autres) et de leur contribution originale à la société globale dont ils font partie (LAPOINTE et THÉRIAULT, 1999) et la volonté de montrer, à l'encontre des conclusions souvent pessimistes des études démolinguistiques quant à l'avenir des communautés francophones minoritaires (voir par exemple les travaux de CASTONGUAY, 1993, 1994, 1996, 1999), leur réelle vitalité et leur dynamisme. Parmi les auteurs qui remettent en question le déterminisme des « pessimistes », signalons O'KEEFE (2001) et COUTURE (2001).
12. Mené par l'auteur ; on trouvera une synthèse du volet sociologique dans ALLAIN, 2002. L'ouvrage comprenait aussi un volet historique, sous la responsabilité de l'historien Maurice Basque.
13. Rappelons que les méthodologues reprochent souvent aux études de cas leur caractère unique et leur absence de comparabilité. Nous tentons ici de combler cette lacune.
14. Au moment d'écrire ces lignes (automne 2002), une dizaine d'entrevues ont été effectuées, ainsi que deux séances d'observation participante et l'analyse d'une partie des matériaux écrits.
15. Peu d'études en profondeur ont été faites de l'impact (reconnu par tous) des Irving (l'une des deux grandes familles de la province sur le plan économique, l'autre étant celle des McCain, géants de l'alimentation). Sur les Irving, on consultera les comptes rendus journalistiques de HUNT et CAMPBELL (1973) et de HOW et COSTELLO (1993). Deux livres traitent des rapports des Irving avec les premiers ministres du Nouveau-Brunswick : BELLI-VEAU (1980) et CORMIER et MICHAUD (1991).
16. Le 5 août 2002, le gouvernement provincial promulguait, après des années de pressions de la part des grandes organisations acadiennes, une version révisée de la Loi sur les langues officielles qui renforçait les disposi-

- tions de la loi de 1969 et étendait aux municipalités et au système de santé les obligations en matière de bilinguisme. Sur le contexte ayant mené à ces révisions de la loi, voir ALLAIN (2003, à paraître).
17. Nos sources pour cette communauté sont l'historique de POIRIER et THÉRIAULT (1988), les mémoires de POIRIER (2001) et les bulletins d'information *Activités françaises* (1968-1969) et *La Bouée* (1971-1989).
18. Qui prenait la relève du Cercle Sainte-Anne, club social actif pendant les années 1950 auprès des professeurs et des élèves francophones de l'École normale provinciale.
19. Soulignons notamment l'appui financier du ministère des Affaires culturelles du Québec, du Conseil de la vie française en Amérique et de la Société nationale des Acadiens (POIRIER et THÉRIAULT, 1988, p. 10). D'autres organismes fournirent du matériel comme des pupitres (le ministère de l'Éducation du Québec) et des livres (le Consulat de France) (CHIASSON, 1990).
20. Il faut dire que les enfants du premier ministre Robichaud fréquentaient l'école française...
21. En plus, la patinoire de l'école a fait l'objet de vandalisme à plusieurs reprises et les graffitis racistes y étaient abondants.
22. Les effectifs scolaires ont continué d'augmenter depuis : 281 en 1975-1976, 434 en 1979-1980, 620 en 1987-1988, 1 000 en 2002-2003.
23. Selon des informateurs interviewés en mai 2002, il semble que vers la fin de 1973 un « commando » francophone s'appretait à changer lui-même le nom de l'école au cours de la nuit, mais l'annonce officielle de la construction du centre communautaire sur les entrefaites rendit ce geste superflu.
24. Nos sources pour cette section proviennent du volet sociologique d'ALLAIN et BASQUE (2001) et d'ALLAIN (2002).
25. Les gens déménageaient à Saint-Jean pour l'emploi, mais souvent, la famille restait derrière et les pères retournaient à la maison les fins de semaine : pendant les années 1950, 1960 et 1970, le phénomène du « navettage » était très important (POULIN, LANDRY et LEGRESLEY, 1976).
26. Formé de gens de classe moyenne, bientôt appuyés et épaulés par des cols bleus. À Fredericton, en raison de la composition de la communauté francophone dont nous avons déjà parlé, les leaders et les participants provenaient surtout du groupe des professionnels (fonctionnaires, membres des professions libérales).
27. Un agrandissement important doit être fait en 1990 pour répondre aux nombreux besoins.
28. À son ouverture en 1984, le Centre scolaire-communautaire Samuel-de-Champlain à Saint-Jean comprendra le même type de locaux.
29. Il y aura successivement le CSC Samuel-de-Champlain, à Saint-Jean, en 1985 ; le Carrefour Beausoleil, à Miramichi, en 1986 ; le CSC Sainte-Anne, à Grande Terre (Terre-Neuve), en 1989 ; le Carrefour de l'Isle Saint-Jean à Charlottetown, en 1992 ; et le Carrefour du Grand-Havre, à Dartmouth (CARDINAL *et al.*, 1994, p. 23-24). Aujourd'hui, il en existe une vingtaine au total un peu partout au pays — par exemple à Kingston, à London et à Mississauga, en Ontario, et dans l'Ouest à Regina, à Prince Albert, à Calgary et à Edmonton, sans compter ceux qui se sont ajoutés en Atlantique depuis les premiers (à Sydney, à Saint-Jean [Terre-Neuve], à Summerside et à Abram Village).
30. On trouvera un traitement plus détaillé de ces luttes dans ALLAIN et BASQUE (2001, p. 133-143). On y explique notamment les gains obtenus par une conjugaison de facteurs internes et externes, par exemple le précédent établi à Fredericton en 1978 ; des rapports soulignant la nécessité pour Saint-Jean de répondre aux besoins de sa population francophone si elle voulait véritablement devenir le pôle de croissance de la province (BURKE et IRELAND, 1976, p. 9 ; CONDON, 1979) ; la promulgation en 1981 de la loi 88 sur l'égalité des deux communautés linguistiques ; la loi de 1982 sur la formation de conseils scolaires de langue minoritaire. Les luttes des années 1970 s'inscrivaient dans le sillage des réformes du gouvernement Robichaud amorcées quelques années auparavant, de la contestation étudiante à l'Université de Moncton en 1968-1969, des manifestations pour le bilinguisme à Moncton en 1970-1971, de la Marche contre le chômage à Bathurst à l'hiver 1972, sans parler de la création du Parti acadien en 1972 et des contestations (dont celles entourant la création du parc national Kouchibouguac) menées par les conseils régionaux d'aménagement (voir ALLAIN et CÔTÉ, 1984-1985).
31. On trouvera des applications récentes du concept notamment chez DENIS (1993) et GOLDENBERG et HAINES (2000).
32. Il faut dire que le projet de construction n'a pas suscité l'unanimité, ni à Fredericton ni à Saint-Jean. Certains craignaient l'endettement, par le fait que certaines personnes âgées allaient bientôt prendre leur retraite et retourner s'installer dans leur région natale ; pour leur part, les familles plus jeunes s'accommodaient bien, de manière générale, des services religieux au Centre. Les partisans les plus ardents de la construction d'une nouvelle église se trouvaient particulièrement chez les aînés (pour Fredericton, voir POIRIER, 2001, p. 109-110).
33. Sur les réseaux associatifs en Acadie du Nouveau-Brunswick, voir ALLAIN, 1996, 1997, 2001.
34. D'abord réalisé en collaboration avec la Société des Acadiens et Acadiennes du Nouveau-Brunswick, et plus récemment avec Avantage Saint John Advantage, un groupe de gens d'affaires locaux qui croient aux vertus du bilinguisme pour la croissance économique de la région. *Le Bottin 2000*, par exemple, compte 140 pages et comprend des informations sur plus de 460 organismes et entreprises offrant des services bilingues à Saint-Jean.
35. Malgré de nombreuses démarches, les francophones de Saint-Jean n'ont jamais pu convaincre les dirigeants de la Fédération des caisses populaires acadiennes (FCPA) d'y ouvrir un établissement.
36. Les actifs de la première se chiffraient en 2001 à 17 millions de dollars, comparativement à 85 millions pour

la seconde.

37. Ils ne comptent que trois membres au Conseil d'administration, sur un total de treize, dans la nouvelle entité, la Caisse populaire Beauséjour, résultat de la fusion de la Caisse populaire Moncton-Beauséjour et de la Caisse populaire de Fredericton.

38. On trouvera pour Saint-Jean une description des services, activités et organismes dans ALLAIN et BASQUE, 2001, chapitre 8.

39. Il s'agit évidemment d'une relation dialectique, puisque chaque nouvel acquis institutionnel renforce à son tour la capacité organisationnelle. Cette dernière est certes tributaire de multiples facteurs, au premier plan desquels figurent le type de leadership, son dynamisme et sa capacité de mobilisation, de même que la cohésion et la solidarité affichées par les membres de la communauté.